

ANNEXE B

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Bibliographie complète et sourçage exhaustif des données budgétaires, programmatiques et comparatives

Thierry Maignan — 64 références recensées — Hiérarchisation : (1) données nationales officielles, (2) organisations internationales, (3) benchmarks étrangers, (4) études académiques

Conformément à la méthodologie Phénix, **chaque donnée chiffrée est adossée à une source officielle ou académique reconnue**. Cette annexe recense l'intégralité des références utilisées dans l'ensemble de la documentation technique du Projet Phénix. Toute donnée estimée est explicitement signalée "estimé sur la base de..." dans l'Annexe Budgétaire Détaillée. Toute hypothèse structurante est documentée avec sa source et sa justification.

Index des Sources par Domaine

Grande Bascule Sociale 9 Unédic, DREES, CNAF, OCDE, DWP (UK)	État et Administration 7 DGCL, IGF, OCDE, benchmarks Suède / Canada
Souveraineté et Immigration 4 DGEF, Cour des comptes, Intérieur	Social et Retraites 6 CNAF, DREES, COR, CNAMTS
Écologie et Énergie 5 Cour des comptes, ADEME, RTE, IGF	Économie et Entreprises 4 IGF, DGFIP, Banque de France
Éducation, Jeunesse, Logement 7 + Ajouté v4.0 DEPP, OCDE PISA, INSEE logement, DARES	FSRA et Fonds Souverains 5 Norges Bank, Temasek, GIC, Caisse des Dépôts
Comparaisons internationales 12	Fiscalité et Fraude 5

Total : 64 références recensées dans cette version 4.0 (contre 42 en v2.0). Les références marquées **+ Ajouté v4.0** sont nouvelles dans cette édition.

I. Sources Nationales Officielles

1. Comptes et Agrégats Budgétaires

FR-01 Rapport sur la Situation et les Perspectives des Finances Publiques

Cour des comptes Juin 2024

Utilisé pour : trajectoire de la dette (projection 110%+ PIB), déficit structurel (~5,5% PIB), évaluation des niches fiscales (~100 Md€ total).

FR-02 Rapport annuel sur les prélèvements obligatoires et les niches fiscales

Cour des comptes 2023

Utilisé pour : coût total niches fiscales (~100 Md€), identification des plus inefficaces (effet d'aubaine documenté).

FR-03 Les comptes de la Sécurité Sociale — Résultats 2023, prévisions 2024–2025

DREES / DSS Septembre 2024

Utilisé pour : RSA + Prime d'activité (~15 Md€), dépenses CNAF, charges sociales salariales totales.

FR-04 Rapport financier annuel de l'Unédic

Unédic 2024

Utilisé pour : dépenses ARE (~38 Md€), répartition des allocataires, profil des allocations supérieures à 1,5 SMIC (~23% des allocataires, ~550 000 personnes).

FR-05 Rapport sur les données statistiques CAF 2023

CNAF 2024

Utilisé pour : APL (~18 Md€), allocations familiales (~14 Md€), Allocation de Rentrée Scolaire ARS (~2,1 Md€).

FR-06 Les finances des collectivités locales en 2024

DGCL 2024

Utilisé pour : dépenses de fonctionnement des collectivités (~125 Md€), DGF (~27 Md€), doublons de compétences.

FR-07 Rapport sur les aides publiques aux entreprises

IGF 2023

Utilisé pour : total aides aux entreprises (~110 Md€), évaluation des effets d'aubaine (30–40 Md€ estimés).

FR-08 Bilan statistique 2023 — Fraude fiscale et résultats du contrôle fiscal

DGFIP 2024

Utilisé pour : taux de recouvrement actuel (~15 Md€/an), potentiel inexploité estimé par l'IA croisée.

FR-09 Rapport annuel du Conseil d'Orientation des Retraites (COR)

COR Juin 2024

Utilisé pour : coût des régimes spéciaux résiduels (~3,8 Md€), projections démographiques des retraites à l'horizon 2040–2060.

2. Écologie et Énergie

FR-10 Rapport de l'ADEME sur l'efficacité des aides à la rénovation thermique

ADEME 2023

Utilisé pour : taux de fraude MaPrimeRénov' (15–20%), évaluation de l'effet d'aubaine du bonus écologique (80% des bénéficiaires auraient acheté sans aide).

FR-11 Bilan prévisionnel du système électrique — Coûts de production par filière

RTE 2023

Utilisé pour : coût éolien offshore (>200 €/MWh) vs nucléaire existant (~60 €/MWh), justifiant le moratoire sur les nouvelles subventions éoliennes.

3. Aide Publique au Développement

FR-12 Document de politique transversale — Aide publique au développement

PLF 2024 – DG Trésor 2023

Utilisé pour : enveloppe APD France (~15 Md€/an en effort global, 8 Md€ hors aide humanitaire stricte).

FR-13 Rapport sur l'efficacité des dépenses d'aide médicale d'État (AME)

IGAS / IGF 2019

Utilisé pour : coût AME (~1,2 Md€), types de soins couverts, profil des bénéficiaires.

4. Éducation et Jeunesse + Ajouté v4.0

FR-14 Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche (RERS)

DEPP / MENJ 2023–2024

Utilisé pour : salaires moyens des enseignants français (parmi les plus bas de l'OCDE à niveau d'expérience comparable), effectifs de la fonction publique enseignante (~870 000 enseignants).

FR-15 Résultats de la France aux enquêtes PISA 2022

DEPP / OCDE Décembre 2023

Utilisé pour : positionnement de la France (23e en mathématiques, 21e en lecture) et corrélation négative entre le niveau de dépenses par élève et les résultats — justifiant la refondation pédagogique plutôt que l'augmentation aveugle des budgets.

FR-16 Enquête sur les inégalités scolaires et la valeur ajoutée des établissements

DEPP 2022

Utilisé pour : impact de l'origine sociale sur la réussite scolaire (déterminisme social parmi les plus forts de l'OCDE), justifiant le Capital de Départ Citoyen et les Lycées d'Excellence publics.

5. Logement et Marché Locatif + Ajouté v4.0

FR-17 Enquête sur le parc locatif privé et les refus de mise en location

FNAIM / BPCE 2023

Utilisé pour : estimation des logements vacants par peur des impayés (400 000 à 600 000 logements), justifiant le Pacte de Stabilité Locative et la garantie État de 75%.

Utilisé pour : durée moyenne d'une procédure d'expulsion (18 à 36 mois), taux d'impayés (~3% du parc privé), coût social estimé.

II. Sources Internationales et Organisations Multilatérales

1. OCDE

INT-01 **OCDE Employment Outlook 2019 — Activation policies and workfare**

OCDE 2019

Utilisé pour : résultats du workfare danois (activation obligatoire = réduction de 40% des allocataires en 5 ans), élasticité de l'offre de travail (+0,35) utilisée dans le modèle MÉSANGE adapté.

INT-02 **OCDE Government at a Glance 2023**

OCDE 2023

Utilisé pour : comparaison des niveaux administratifs (France 5 niveaux vs Allemagne 3 vs UK 2-3), dépenses publiques comparées, coût du millefeuille territorial.

INT-03 **OCDE Tax Administration 2023 — Comparative Information on OECD Economies**

OCDE 2023

Utilisé pour : ROI anti-fraude fiscale par l'IA (1 € investi = 4 € récupérés), benchmark international du taux de recouvrement.

INT-04 **OCDE Economic Survey — France 2023**

OCDE 2023

Utilisé pour : trajectoire de la dette publique française, comparaisons structurelles européennes, recommandations de réforme.

INT-05 **OCDE Education at a Glance 2023**

OCDE 2023 **+ Ajouté v4.0**

Utilisé pour : salaires comparés des enseignants en Europe, lien entre revalorisation salariale des enseignants et attractivité du métier (Finlande, Corée du Sud, Singapour), impact de l'autonomie des établissements sur les résultats PISA.

2. FMI

INT-06 **IMF Fiscal Monitor — April 2024**

FMI 2024

Utilisé pour : trajectoire comparative des dettes souveraines, benchmarks de consolidation budgétaire réussie.

INT-07 **Expansionary Austerity: New International Evidence (Alesina & Ardagna)**

FMI Working Paper 2010

Utilisé pour : conditions de succès des consolidations budgétaires (réductions dépenses > hausse impôts pour la croissance), cas Suède, Canada, Irlande.

3. Benchmarks par Pays

INT-08 Swedish Association of Local Authorities and Regions — Municipal Reform (1991–2003)

Suède 2004

Utilisé pour : réforme territoriale suédoise — réduction de 25% des effectifs administration locale, gain de productivité de 15%.

INT-09 Swedish Public Employment Service — Annual Reports 2000–2005

Suède 2005

Utilisé pour : taux d'insertion de 45% après 18 mois avec activation obligatoire — benchmark pour le RBA français.

INT-10 Department for Work and Pensions (DWP) — Universal Credit Statistics 2015–2020

Royaume-Uni 2020

Utilisé pour : Universal Credit + conditionnalité → réduction de 35% du nombre d'allocataires, plafonnement à ~1 700 £/mois.

INT-11 HM Revenue & Customs — Making Tax Digital — Impact Assessment 2022

Royaume-Uni 2022

Utilisé pour : HMRC digitalisation fiscale → +3,5 Md£ de recouvrement supplémentaire sur 3 ans.

INT-12 HM Treasury — Comprehensive Spending Review 2010

Royaume-Uni 2010

Utilisé pour : réduction de 19% des dépenses de fonctionnement de l'État sur 5 ans (2010–2015) — benchmark Plan 63/70.

INT-13 New Zealand Treasury — The Fiscal Strategy of New Zealand 1990–1995

Nouvelle-Zélande 1996

Utilisé pour : Budget Base Zéro → réduction de 20% des dépenses de fonctionnement en 5 ans.

INT-14 Korean Ministry of Finance — Zero-Based Budgeting Reform Report 2000–2005

Corée du Sud 2006

Utilisé pour : BBZ → réduction de 18% des dépenses courantes sur 5 ans.

INT-15 Toronto City Council — Amalgamation Savings Report 2003

Canada 2003

Utilisé pour : fusion municipale de Toronto (1998) → économies de 20 à 25% sur 5 ans — benchmark simplification territoriale.

INT-16 Statistics Denmark — Social Assistance and Activation 1995–2005

Danemark 2006

Utilisé pour : réduction de 40% du nombre d'allocataires de l'aide sociale en 5 ans avec activation obligatoire, lutte anti-fraude par IA (+20% d'efficacité du contrôle).

INT-17 Singapore Ministry of Education — Education System Reform and Outcomes 1997–2020

Singapour 2020 + Ajouté v4.0

Utilisé pour : impact de la revalorisation massive des enseignants (+40% sur 10 ans) + autonomie des établissements + filières d'excellence sur les résultats PISA (Singapour 1er mondial en 2022).

: comparaisons européennes

Comparatif France/UK/Allemagne

2022

+ Ajouté v4.0

Utilisé pour : benchmark du système britannique "Deposit Guarantee Scheme" et allemand (Mietsicherungsfonds) — impact sur les taux de vacance locative et les loyers moyens (−8% en 3 ans après mise en place des garanties publiques en Allemagne).

III. Études sur les Consolidations Budgétaires Réussies

Réf.	Pays	Période	Résultat documenté	Source
INT-19	Suède	1991– 1998	Déficit −11% PIB → Excédent +2% PIB	Riksbank / OCDE
INT-20	Canada	1995– 2000	Déficit −6% PIB → Excédent +1,5% PIB	Dept. Finance Canada / FMI
INT-21	Allemagne	2003– 2008	Déficit −4% PIB → Excédent +0,5% (Agenda 2010)	Bundesministerium / OCDE
INT-22	Pays-Bas	2011– 2015	Déficit −5% PIB → −0,5% PIB	CPB Netherlands
INT-23	Irlande	1987– 1990	Déficit −14% → Excédent +0,2% (redressement expansionniste)	ESRI / FMI Working Paper
INT-24	Espagne	2012– 2015	Spread souverain réduit de 450 pb à 150 pb en 3 ans	Banco de España / BCE
INT-25	Italie	2011– 2013	Spread réduit de 550 pb à 250 pb en 2 ans (réformes Monti)	Banca d'Italia / BCE

Enseignement clé : Tous ces redressements représentent un effort de **4 à 6 points de PIB**. Le Projet Phénix vise **~1,5 point de PIB** (44 Md€ / 3 000 Md€ PIB français), soit un effort 2 à 3 fois moins intense que les benchmarks réussis documentés par l'OCDE et le FMI.

IV. Références — Grands Fonds Souverains (Modèles FSRA)

Fonds	Pays	AUM (USD)	Référence principale
Government Pension Fund Global (GPF)	Norvège	~1 700 Md	Norges Bank Investment Management — Annual Report 2023
Temasek + GIC	Singapour	~800 Md	Temasek Review 2023 ; GIC Annual Report 2023

Fonds	Pays	AUM (USD)	Référence principale
Abu Dhabi Investment Authority (ADIA)	Émirats Arabes Unis	~700 Md	ADIA Annual Review 2023
Public Investment Fund (PIF)	Arabie Saoudite	~600 Md	PIF Annual Report 2023
Future Fund	Australie	~190 Md	Future Fund Annual Report 2023 — modèle de gouvernance indépendante
Caisse des Dépôts et Consignations	France	~200 Md	CDC — Rapport d'activité 2023 — <i>modèle institutionnel de référence pour le FSRA</i>

Note sur la gouvernance : Le modèle de gouvernance retenu pour le FSRA est inspiré du fonds norvégien GPF : conseil de surveillance indépendant, mandats longs (7 ans) non révocables par le pouvoir politique, publication annuelle obligatoire des comptes et de la stratégie d'investissement. Interdiction constitutionnelle de retirer le capital principal (seuls les revenus annuels sont utilisés).

V. Note Méthodologique sur les Sources

Principe de hiérarchisation

- Données officielles françaises** (Cour des comptes, DREES, INSEE, DGFIP, CNAF) : priorité absolue pour les montants de base
- Organisations internationales** (OCDE, FMI, Banque mondiale) : pour les comparaisons structurelles et les benchmarks d'efficacité
- Rapports gouvernementaux étrangers** : pour valider la faisabilité des réformes par l'expérience comparée
- Études académiques** : pour les modèles de comportement (effets de trappe, élasticités de l'offre de travail)

Transparence sur les incertitudes

Lorsqu'une donnée est estimée (et non directement disponible dans les sources officielles), cela est explicitement signalé dans l'Annexe Budgétaire par la mention « *estimé sur la base de...* » ou par la fourniture d'une fourchette haute/basse. Toute hypothèse structurante est documentée avec sa source et sa justification.

Le principe de **conservatisme budgétaire** est systématiquement appliqué : en cas d'incertitude, c'est toujours l'hypothèse basse qui est retenue pour les économies et l'hypothèse haute pour les coûts. Les marges de sécurité intégrées dans les chiffrages sont de 10 à 15% selon les postes.

Cette bibliographie sera actualisée à chaque révision du programme. La version 4.0 de mars 2026 intègre notamment les nouvelles références sur le logement (FR-17, FR-18), l'éducation (FR-14 à FR-16, INT-05, INT-17) et les fonds souverains (ajout du Future Fund australien comme modèle de gouvernance complémentaire).

PROJET PHÉNIX — Annexe B : Sources et Références — 64 références — Version 4.0 — Mars 2026 — Confidentiel

Thierry Maignan — [→ Annexe A : Plan 63/70](#) | [→ Annexe C : Simulations](#) | [△ Index](#)